

*L'ajournement*

Les agriculteurs sont tout bonnement à bout de ressources. D'une part, le marché n'est pas très vigoureux et ils sont perdants au chapitre de l'aide. D'autre part, ils doivent faire face à un prix de revient et à des impôts plus élevés. Prenez, par exemple, le cas de la taxe sur les produits et services. À cause de cette taxe, les agriculteurs vont perdre des millions et des millions de dollars. C'est une triste histoire.

**M. Cardiff:** Ce n'est pas vrai.

**M. Harvard:** Que si. C'est une triste histoire non seulement pour les agriculteurs, mais aussi pour presque tous les Canadiens. Le secrétaire parlementaire le conteste. Qu'il consulte les sondages et il verra qui dit la vérité et ce que les Canadiens pensent de la taxe sur les produits et services.

C'est à cause du gouvernement que la gestion de l'offre est mise en péril. Il est possible que dans un, deux ou trois ans, les céréaliculteurs des Prairies se retrouvent dans un marché intérieur à l'échelle du continent. Il pourrait bien s'y retrouver sans l'avoir demandé. Je me demande si le gouvernement s'est vraiment arrêté à cette possibilité. En connaît-il vraiment les tenants et les aboutissants? Sait-il le sort qu'il réserve aux agriculteurs? Je réponds qu'il n'en sait rien. Il n'en a aucune idée. Tout ce qu'il sait faire, c'est taxer les Canadiens. C'est une activité à laquelle il excelle. Il sait comment augmenter les impôts et réduire les budgets, mais il ne connaît rien du tout à la politique.

Voulez-vous que je vous lise quelque chose à propos de la gestion de l'offre? Très bien. L'autre jour, le *Free Press* de Winnipeg rapportait les propos d'un agriculteur dans un article consacré à la gestion de l'offre. Voici ce que disait l'agriculteur: «Elle m'a été très utile. Je savais ce que j'allais obtenir avant même de commencer, mais l'Accord de libre-échange a fait un tort considérable à tous les agriculteurs qui produisent du lait, des oeufs et des volailles. À la seule mention de l'Accord de libre-échange, la valeur des contingentements de dinde a baissé de 1 \$ à 70 cents la livre. Pour un contingentement de 100 000 livres, vous payez 70 000 \$. À la porte de la ferme, la dinde se vend 60 cents la livre.»

Vous n'êtes pas forcés de m'écouter, vous pourriez dire que je suis partial. En ce cas, écoutez les agriculteurs. Ils vous disent que le gouvernement a tout à fait tort. Ils disent également au gouvernement qu'ils s'estiment

abandonnés. Il y a une crise là-bas, et le gouvernement ne veut pas l'admettre.

Cela me rappelle ce qu'a dit le premier ministre au sujet du Canada atlantique, l'autre jour: «Il n'y a pas de crise dans le Canada atlantique.» C'est ce qu'il a dit. Je sais qu'il a essayé de s'expliquer en disant qu'il y avait une crise dans l'industrie de la pêche seulement. Cependant, nous savons tous que s'il y a une crise dans l'industrie de la pêche dans le Canada atlantique, cette crise s'étend dans l'ensemble de ces provinces. C'est la même chose dans le cas des provinces des Prairies. S'il y a une crise dans l'agriculture, il y a une crise partout.

Il est temps que le gouvernement écoute les agriculteurs. Il est temps qu'il tende l'oreille parce que ça ne va pas du tout dans les provinces des Prairies et dans d'autres régions agricoles au Canada.

**M. Murray Cardiff (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je vais m'en tenir le plus possible au sujet à l'étude et m'abstenir de commenter quelques-unes des belles paroles creuses que nous venons d'entendre. Il importe de garder à l'esprit la situation du revenu agricole à l'heure actuelle et ce que l'avenir nous réserve à cet égard.

En 1989, le revenu agricole net réalisé a atteint un sommet record, et les statistiques définitives pour 1989 devraient faire état d'un revenu supérieur de 13 p. 100 au revenu moyen des cinq dernières années.

Même le revenu net réalisé dans les Prairies a atteint un sommet record en 1988 et il devrait être équivalent à la moyenne des cinq dernières années en 1989. Il est vrai que les perspectives pour 1990 ne sont pas encourageantes, mais n'oublions pas que les prévisions demeurent très provisoires à ce moment-ci. Après tout, les semences restent encore à faire.

Les marchés internationaux de céréales sont très instables ces temps-ci en raisons du peu de stocks. La situation pourrait changer du tout au tout dans les mois qui viennent. Cela a souvent été le cas dans le passé.

Les prévisions concernant le revenu agricole pour 1990 servent à accentuer le but qu'on s'est fixé il y a quelque temps, soit mettre au point un nouveau programme de stabilisation prévisible à long terme. C'est l'une des grandes priorités du gouvernement cet hiver.

Le gouvernement qui dirige les destinées du pays depuis septembre 1984 a toujours reconnu la gravité et la complexité des problèmes financiers qui assaillent le secteur agricole, ainsi que l'urgence de prendre diverses